



IVRY AUTREMENT

Mieux vivre à Ivry



LETTRE D'INFORMATION

Visite du Ministre de l'Intérieur, à Ivry-sur-Seine, le 19 août 2020

A Ivry-sur-Seine, le 21 novembre 2020,

A l'attention du Ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin,

Objet : Suite à votre visite à Ivry-sur-Seine, le 19 août 2020

Monsieur le Ministre,

Dans la **nuît du 19 août 2020**, vous êtes venu en visite à Ivry-sur-Seine pour être sur le terrain auprès des forces de l'ordre. Nous tenions à vous remercier pour votre venue. Vous n'avez pas choisi Ivry-sur-Seine au hasard. Comme vous avez pu le constater, la commune n'est pas épargnée par le fléau du **trafic de drogues. Incivilités et agressions** menées par des caïds et voyous toujours plus jeunes qui empoisonnent la vie de nos concitoyens et la tranquillité publique. Vous avez pu ainsi faire le constat qui est le nôtre depuis de nombreuses années: **les Ivryens ne sont plus en sécurité et leur quotidien s'est ostensiblement dégradé depuis des années.**

Votre présence dans notre commune nous a conforté, colistiers, sympathisants et élus de la liste, liste de la droite et du centre à Ivry-sur-Seine, dans notre combat politique. Vos derniers échanges avec le Maire de la ville, Philippe Bouyssou, vous a permis de visualiser l'approche dogmatique à laquelle nous sommes confrontés quotidiennement. Votre analyse est la nôtre; il est nécessaire d'instaurer une police municipale appuyée par un dispositif de video-protection.

Nous, élus d'opposition du groupe Ivry Autrement, voulons profiter de vos échanges afin de mettre en lumière **la défaillance de la commune à protéger ses citoyens**. Nous l'avons prôné tout au long du précédent mandat municipal 2014-2020, et pendant la campagne des municipales 2020, en faisant de la sécurité et de la tranquillité publique une priorité dans notre programme. Nous avons en effet insisté, compte tenu de la réalité que vivent quotidiennement nos concitoyens, sur la **nécessité de se doter d'une police municipale et de vidéosurveillance**. Depuis 2014, les élus d'Ivry Autrement n'ont cessé de porter cette proposition au sein du conseil municipal allant jusqu'à suggérer, lors de la séance du

21 mai 2015, l'organisation d'un référendum local pour la création d'une police municipale. Les Ivryens auraient pu à cette occasion s'approprier le débat et décider pour leur sécurité. Malheureusement nous avons essuyé le refus catégorique du Maire et de sa majorité qui ont voté contre le référendum. Le Maire a ainsi privé les citoyens d'Ivry de s'exprimer sur une question essentielle à leur quotidien. Quelques années plus tard, les manifestations des Gilets jaunes faisant l'actualité, ils se considéreront pourtant comme les premiers défenseurs du référendum populaire, le RIC.

Aujourd'hui, vous interpellez le Maire d'Ivry-sur-Seine. Avouons-le, il s'agit aussi d'une **perte catastrophique de l'autorité de l'Etat dans notre commune**. Lors de votre déplacement du 19 août, vous avez bel et bien visité un de ces fameux « **territoires perdus de la République** ».

Dans votre dernière réponse au Maire, vous énoncez des chiffres d'une **délinquance en forte hausse**. Derrière ces chiffres, ce sont les habitants de notre commune qui subissent ces impacts néfastes et qui ne sont plus acceptables aujourd'hui, Monsieur le Ministre. L'intégrité physique de la population est atteinte. En entrant chez eux après le travail, des honnêtes citoyens doivent faire profil bas et baisser la tête. C'est une honte. Un **abandon cruel des habitants** face à eux-mêmes, face à des délinquants menaçants, agressifs et dont une partie sont armés.

Ces dernières semaines vous avez prouvé votre détermination sur le terrain à améliorer le quotidien des Français et à assurer la tranquillité publique. Nous en appelons à vous !

Monsieur le Ministre, vous représentez les forces de police en France. Une institution indispensable à la République, à ses valeurs, à ses lois pour protéger l'ensemble des Français. Cette institution est à Ivry malmenée et jetée en pâture comme en témoigne les **18 tags d'appel au meurtre de la police** découvert le mardi 9 juin dans notre commune.

Que pouvons-nous attendre d'une majorité municipale, représentée par le groupe Convergence Citoyenne Ivryenne (CCI), qui ne cesse de diviser et de dénigrer la France en se saisissant de toutes les occasions pour dénoncer la logique sécuritaire et répressive ainsi que les pratiques, le racisme, les violences, et les crimes policiers, les actes islamophobes, les crimes et violences coloniales, ou encore pour appeler au boycott d'Israël (voeu du groupe au conseil municipal du 20 octobre 2016). Il suffit de consulter la page Facebook du groupe CCI pour constater, *a minima* l'ambiguïté de certaines de leurs déclarations et communiqués, voire la virulence et la dangerosité de ces derniers. Des propos anti-police, sous leur plume, à grand renfort de manifestations comme celle du 13 juin 2020, contre les violences policières, organisée par le comité Adama.

Ce même groupe, dont un représentant Monsieur Atef Rhouma, 3e adjoint à la Mairie, a osé tenir des **propos anti-républicains et anti-France après les attentats du 13 novembre 2015**.

Comment ne pas être troublé au sein même de notre Assemblée communale, lorsque des élus de la République ont des mots insoutenables contre la police nationale, contre l'Etat. Suite aux attentats effroyables du Bataclan ayant fait de très nombreuses victimes, les propos tenus au sein du Conseil municipal ont été durs à entendre, choquants et ignobles :

« Il faut comprendre comment nous en sommes arrivés là, comprendre comment certains de nos semblables peuvent développer un tel degré d'inhumanité, comprendre ce qui motive nos assaillants, comprendre pourquoi la France est aujourd'hui la cible occidentale prioritairement visée. Cela implique bien sûr de ne pas fermer les yeux sur nos propres responsabilités, celles de l'État français et des politiques qu'il mène. Car les liens sont évidents. », la responsabilité serait donc de l'Etat et in fine du peuple français. Des morts justifiés ?

A cette époque, Philippe Bouyssou n'a pas trouvé judicieux ou bon de réprimer ces propos odieux sous prétexte de « liberté d'expression », préférant surtout **sauvegarder son aile indigéniste**.

Ce même élu s'était permis de dire quelques mois plus tôt à propos de l'affaire Zyed et Bouna que « *Depuis plus de 30 ans en France, la police assassine. Parce que Arabes, Noirs, issus des quartiers populaires, une dizaine d'entre eux meurent chaque année des suites des contrôles, de courses poursuivies, de gardes à vue, entravés, frappés, tasés ou tués par balle, en dehors de toute légitime défense. (...) Les non-condamnations par la justice donnent un véritable permis de tuer à la police, permis de tuer une certaine population en tout cas* ».

Après de tels propos insoutenables, d'autant plus quand ils sont prononcés par un élu de la République, au sein de l'assemblée communale, **comment faire encore confiance au Maire pour rétablir sécurité et sérénité dans notre ville ?** Ivry Autrement et bon nombre de citoyens doutent que ce soit possible ! Cependant, il est temps de trouver des solutions pour que l'Etat reprenne le contrôle d'Ivry et que la ville ne glisse pas sur une pente dangereuse de zone de non-droit. Mais face à de tels propos le Préfet de l'époque a été informé. Aucune action de sa part...

Pour exemple, certains quartiers d'Ivry-sur-Seine ont vu, de l'aveu même d'habitants exaspérés, en peu de temps la situation se dégrader très rapidement. Aujourd'hui, des quartiers, comme le quartier Parisien, sont gangrénés par les squats, les barbecues sauvages, les rodéos sauvages, les nuisances, les incivilités, le trafic de drogues et de la prostitution (dont des doutes subsistent sur des filles mineures). Ces situations intenablement créent d'importantes tensions. Face à cela, l'Office public d'HLM, géré par la mairie d'Ivry, fait la sourde oreille, le Maire absent et indifférent car incapable d'apporter une réponse et les médiateurs impuissants face de telles incivilités et violence. Les voyous et délinquants responsables de ces situations se permettent tout et se considèrent au-dessus des lois de la République compte tenu du laxisme et l'impunité qui règnent. Nos concitoyens habitants de ces quartiers ne savent plus vers qui se tourner puisque même la police nationale préfère minimiser les faits et intervenir peu malgré leurs nombreux appels et sollicitations. Face à ces inactions, les habitants, pourtant là depuis 20 ans, ne rêvent que de partir.

Le cadre de vie s'est transformé en quelques années. Ivry était encore il y a peu un lieu de quiétude où l'entraide et la bienveillance régnaient entre les habitants. Aujourd'hui, chacun est replié sur soi face à la peur. **L'insécurité n'est pas qu'un sentiment, c'est une réalité.**

Autre exemple, Ivry Port, quartier en voie de transformation radicale : des friches industrielles, des terrains vagues réaménagés en habitation, services publics et activités de service et commerciales. Vaste et ambitieux programme d'aménagement qui a déjà attiré un grand nombre de nouveaux habitants. Malheureusement, ceux-ci partent déjà et revendent leurs biens à peine cinq années seulement après leur arrivée. Ils ont passé ces années à être confrontés à la délinquance, à la saleté des rues et à l'inaction de la Mairie, à vivre sans les commerces essentiels pourtant promis. Leur cadre de vie est déplorable et leurs impôts locaux indécentes avec un **taux de taxe foncière supérieur à 35%**.

La mairie met l'accent sur les logements sociaux. **Indispensables, mais trop nombreux et surtout trop mal distribués, mal entretenus et sans moyens suffisants.** Et là encore, on note des dysfonctionnements majeurs dus à la mauvaise gestion des équipes dirigeantes. En effet, l'Office Public de l'Habitat (OPH) est défaillant. Il n'entretient pas son parc immobilier. Les immeubles d'habitations sont laissés à l'abandon conduisant à leur destruction à terme comme la cité Gagarine ou au mieux réhabilités rapidement avec des malfaçons qui engendrent des inquiétudes pour la sûreté de ses habitants, comme le prouve les travaux effectués à l'emporte pièce au sein de l'extension Truillot. En résumé, on distribue des logements sociaux,

on s'attache des électeurs... qu'on délaisse ensuite.

Sans Police municipale, la Police nationale représente notre seul repère d'autorité à Ivry. Cependant, elle est **bridée face aux exigences du Maire qui demande à sous-évaluer les faits délictuels et criminels**. Pourtant, les **incivilités sont quotidiennes** mais la Police nationale est démunie et manque cruellement de moyens. Nous connaissons les difficultés de l'État en la matière mais la ville d'Ivry a **plus que jamais besoin de renforts humains, de moyens et d'outils supplémentaires pour que leur travail soit effectué dans de meilleurs conditions**.

Monsieur le Ministre, il est important d'établir ce constat. Toutefois, maintenant, il nous faut trouver des solutions et les mettre en œuvre. Le but de notre courrier n'est pas de nous positionner contre la majorité en place mais **POUR Ivry, POUR que les habitants puissent sortir dans les rues sans avoir peur pour leur sécurité et celle de leurs familles, POUR que le cadre de vie devienne digne, POUR qu'Ivry devienne la ville qu'elle mérite d'être!**

Alors, par avance, Monsieur le Ministre, nous vous remercions de votre intérêt et nous vous assurons de notre soutien le plus fidèle et efficace dans vos actions.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

Les élus, Annie Le Franc, Valentin Aubry, Yamina Amzal, David Fourdrignier et
Sébastien Bouillaud, Président du groupe

VOS ELUS IVRY AUTREMENT



Sébastien
BOUILLAUD



Annie
LE FRANC



Valentin
AUBRY



Yamina
AMZAL



David
FOUDRIGNIER

CONTACTEZ LES :

CONTACT@IVRY-AUTREMENT.FR

06 66 29 21 53

WWW.IVRY-AUTREMENT.FR